

INTERVENTION DE DIDIER LE GAC
PRESIDENT DU GROUPE « FINISTERE A GAUCHE, FINISTERE POUR TOUS »

Séance plénière du Conseil général du Finistère du 16 décembre 2013
(seul le prononcé fait foi)

Monsieur le Président,

Mes chers collègues,

En cette fin 2013, le contexte est bien évidemment difficile pour notre département, personne ne le nie : ce contexte est marqué par les fermetures de nombreuses usines... de Boutet Nicolas à Rosporden, Gad à Lampaul-Guimilliau, Marine Harvest à Poullaouen, la restructuration du groupe Doux à Châteaulin, ainsi que les menaces qui pèsent sur une partie des filières de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche... Ainsi c'est bien le modèle de développement qui a permis le décollage économique de notre Région au sortir de l'après-guerre, et sa capacité à fournir de l'emploi ici, dans nos territoires, qui sont aujourd'hui remis en question.

Cette situation génère dans notre région, jusque-là plutôt mieux préservée des crises, de nombreuses inquiétudes qui se sont traduites à travers plusieurs manifestations.

Pour répondre à ces craintes et à la détresse de nombreuses personnes que la crise a fragilisées, le gouvernement a pris l'initiative de proposer l'élaboration d'un Pacte d'Avenir pour la Bretagne.

Ce document a suscité de nombreuses réactions.

A ce titre, Monsieur le Président, mes chers collègues, permettez-moi tout de suite de vous faire part de ma surprise et de ma consternation parfois sur tout ce que l'on a pu entendre, ici et là, depuis ces dernières semaines, dans une sorte de surenchère permanente, d'excès de tous bords.

Ainsi :

Comment des élus ou des acteurs locaux, censés se montrer responsables et soucieux de l'intérêt général, ont-ils pu critiquer autant ce pacte avant même sa publication ?

Comment ont-ils pu, tout à la fois, appeler, exiger des mesures rapides, urgentes pour critiquer ensuite un travail qui, selon eux, serait arrivé trop tôt et trop vite ?

Comment ont-ils pu dénoncer le manque de concertation dans l'élaboration de ce pacte et pratiquer en même temps la politique de la chaise vide ?

Comment, enfin, ont-ils pu qualifier ce pacte de coquille vide, d'enfumage, d'escroquerie intellectuelle, rien que cela, et nier les avancées qu'il comporte ?

Aussi, aujourd'hui, notre responsabilité à tous est grande.

Dans un climat de crise, propice aux raccourcis faciles, aux mots d'ordre ambigus, aux revendications contradictoires, nous refusons, pour notre part, tous les discours qui consistent à opposer les uns aux autres, comme celui qui consiste, par exemple, à railler tout ce qui peut venir de l'Etat républicain... Car enfin, quel intérêt à vouloir opposer systématiquement, comme on l'a entendu ces dernières semaines, l'Etat et les régions ? Paris et la Bretagne ? Ou encore telle région ou telle ville qui mieux servie par rapport à une autre, ou qui ferait l'objet de je ne sais quelle autre meilleure attention du « pouvoir central » ? Cela n'a aucun sens ! Faut-il rappeler que nous ne sommes pas dans une république clientéliste !

La vérité est autre : ce pacte est bien le fruit, le résultat de la mobilisation des acteurs bretons d'un côté et celui de la solidarité nationale de l'autre, autrement dit, l'alliance d'une dynamique régionale collective et celui du soutien de l'Etat. A propos de la mobilisation, je voudrais saluer ici - notamment- l'action des parlementaires bretons, ceux de la majorité qui ont défendu âprement et ensemble, auprès du gouvernement et des ministres qui se sont déplacés en Bretagne et en Finistère, l'idée d'un contrat, d'un pacte pour notre région.

Ainsi, essayons donc de restaurer, Mesdames et Messieurs, la qualité du débat public, de la parole publique, rétablissons le lien de confiance entre les citoyens et les élus en arrêtant de déformer la réalité à des fins partisans, ou de promettre de construire des ponts, même là où il n'y a pas de fleuve.

Monsieur le Président, au début du mois de novembre, dans une tribune remarquée, vous avez eu l'occasion de dénoncer la mémoire courte de ceux qui hier ont voté la création de l'écotaxe, à grands frais de coût de gestion, et qui défilent aujourd'hui pour demander sa suppression ; la mémoire courte de ceux qui connaissent depuis 10 ans l'arrêt des restitutions de l'union européenne mais qui ont attendu juin 2012 pour licencier des centaines de salariés, l'incohérence enfin de ceux qui dénoncent l'intervention de l'Etat mais qui l'appellent au secours dès qu'ils sont en difficulté.

A ce propos, je rajouterai pour ma part la mémoire courte de beaucoup des intervenants de ces dernières semaines qui ont – semble-t-il - complètement oublié ou occulté le contexte budgétaire dans lequel notre pays se trouvait il y a moins de deux ans. Ceux-là mêmes qui nous expliquent ce matin que « le compte n'y est pas » ou que doter le pacte d'avenir de 2 milliards d'euros, c'est se moquer du monde ! Oui, 2 milliards, c'est se moquer du monde, tant la somme serait faible ou insuffisante ! C'est vrai, après tout, pourquoi pas 4, 6 ou 12 milliards ?!! A tous ceux-là, un rappel s'impose : qui doit réparer la casse depuis mai 2012 !? Qui a accru la dette de la France de 600 milliards d'euros entre 2007 et 2012 !? Qui a mis à mal notre souveraineté budgétaire ? Et qui a pris depuis 18 mois les mesures nécessaires au redressement de nos comptes publics ? Grâce à ces mesures, le déficit public en quelques mois seulement est passé de 5,4% en début 2012 à 4,8 en fin d'année, 4,1 cette année et 3,7 l'an prochain. Oui, le redressement des comptes publics est bien là. Oui, le sérieux budgétaire va permettre à la France de retrouver des marges de manœuvre. Et pas seulement à cause de la fiscalité, du rôle de l'impôt – pourtant républicain et incontournable - mais aussi parce que dans le budget 2014, les dépenses de l'État, pour la première fois sous la Vème République, ne seront pas supérieures à celles de l'exercice précédent. Et Roger MELLOUET nous rappellera dans un instant notre part dans cet effort budgétaire, national.

C'est pour cela qu'il convient de rétablir les faits.

Oui, comme l'ont rappelé Pierrick MASSIOT, Président de la Région Bretagne, et Jean Marc Ayrault, Premier Ministre, ce Pacte d'avenir a été rédigé en l'espace de quelques semaines. Oui, c'est bien la preuve de notre capacité collective à relever -comme bien souvent au cours de notre histoire- des défis de cette taille. Arrêtons les défaitismes et regardons devant nous.

La réalité est que ce pacte - n'en déplaise à certains - a permis une très large consultation de l'ensemble des forces vives de notre région, je rappelle que plus d'une centaine de contributions ont été reçues, et d'arriver – in fine - à un texte final conçu en Bretagne, par toutes celles et tous ceux qui font vivre notre région autour de deux priorités.

La première, c'est de répondre à l'urgence sociale de celles et ceux qui ont été durement frappés par la crise, grâce à un accompagnement renforcé, et un soutien aux entreprises en difficulté pour prévenir les licenciements. 350 millions seront consacrés à ce volet.

La seconde, c'est de préparer l'avenir de notre région, autour d'un plan agricole et agroalimentaire, car oui, bien évidemment nous croyons à notre agriculture, dans un modèle qui doit sans doute évoluer, mais oui nous en sommes fiers et pour lequel 1 milliard d'euros sera engagé et que notre

collègue Michaël QUERNEZ détaillera et, ainsi que des mesures de soutien à la compétitivité des entreprises et des territoires, qui dépassent amplement le cadre du prochain contrat de plan Etat-Région pour 650 millions d'euros.

Ainsi, seront développées l'excellence maritime de la Bretagne, je pense notamment aux perspectives pour Brest, qui a naturellement vocation à devenir la métropole européenne de la mer, à travers le transfert du siège d'Ifremer, mais aussi l'économie de la connaissance, domaine fondamental pour créer les emplois de demain, la culture, secteur économique essentiel pour la vitalité de notre département en termes de rayonnement, de tourisme et d'activités générées, ou encore les langues régionales, pour lesquelles une proposition de loi sera portée par Jean-Jacques URVOAS, député du Finistère, devant l'Assemblée nationale dès le 20 janvier.

Au final, le Pacte d'Avenir pour la Bretagne représente donc -quoiqu'on en dise- un effort budgétaire exceptionnel : 2 milliards d'euros investis par l'Etat et les collectivités territoriales en faveur de notre région. Il comprend de nombreuses mesures qui concilient à la fois le besoin de répondre dans l'urgence à des situations difficiles que vivent les bretons et de nombreuses pistes pour préparer l'avenir.

Et tant mieux d'ailleurs si le pacte confirme aussi des mesures, des projets qui avaient du mal à voir jour et qui vont désormais, sous cette impulsion, être amplifiés et accélérés comme la réalisation définitive de la RN 164.

A ce titre, la différenciation annoncée pour les compétences des collectivités territoriales est une avancée majeure de la décentralisation : faisons correspondre les actions proposées aux besoins identifiés, comme c'est déjà le cas pour notre politique territoriale.

Permettez-moi enfin de formuler un souhait : que la méthode de concertation se poursuive et garantisse la large participation des forces vives de notre région à la réussite de la mise en œuvre de ce Pacte. Il en va de notre responsabilité à nous tous, y compris dans cette assemblée, de participer à cet élan, à cette construction.

Car le Pacte d'Avenir pour la Bretagne représente une chance unique de réfléchir et de construire ensemble le modèle économique, et même de société, que nous voulons demain pour la Bretagne et le Finistère.

Toujours fort économiquement, tourné vers l'innovation, le développement de produits à forte valeur ajoutée et ouvrant de meilleurs débouchés à l'export.

Toujours respectueux de l'environnement pour permettre aux générations futures de disposer au moins de conditions de vie équivalentes aux nôtres.

Toujours solidaire car à même de permettre à chacun de s'insérer dans la société à travers un emploi et d'accéder plus facilement aux pratiques sportives et culturelles, de participer à la vie de la collectivité à travers un engagement citoyen ou associatif, et ainsi de se sentir utile et reconnu.

Ce Pacte est la première étape de ce processus et non la dernière.

Comme l'écrivait Saint-Exupéry, *« l'avenir n'est jamais que le présent à mettre en ordre. Tu n'as pas à le prévoir, mais à le permettre. »* C'est ce à quoi nous invite ce Pacte et c'est pourquoi, nous le soutiendrons.

Je vous remercie.